

Un pays schizophrène

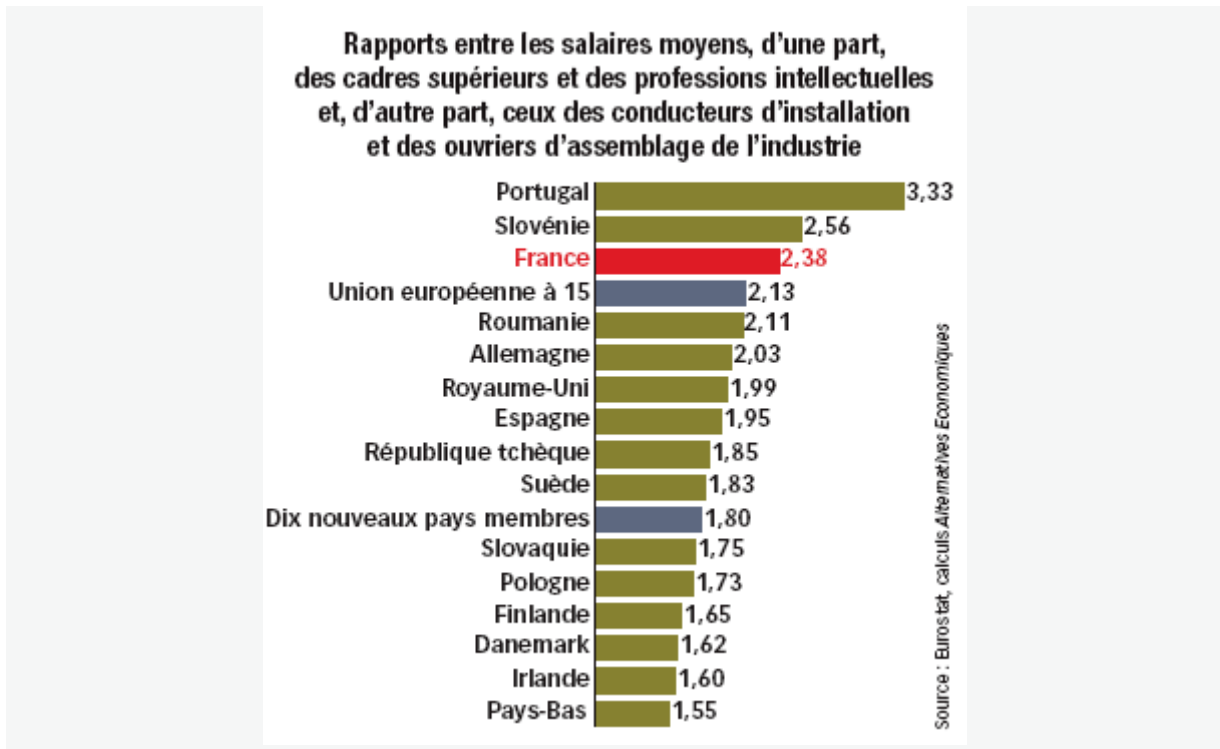
La France n'a pas le moral. Ecartelée entre les modèles anglo-saxon et scandinave, elle perd sur les deux tableaux.

En ce début 2008, la France déprime de nouveau. Depuis un quart de siècle, elle broie du noir de façon quasi permanente. Davantage que la plupart de ses voisins. A quoi tient ce spleen? Au cœur de ce malaise se trouve probablement la schizophrénie croissante entre une société, restée au fond très élitiste et inégalitaire, et les valeurs républicaines d'égalité, censées fonder l'identité du pays depuis la Révolution de 1789. Des inégalités qu'une intervention publique, pourtant de grande ampleur, parvient de moins en moins à corriger.

Des écarts importants

Les Français se pensent généralement comme un peuple très égalitaire, voire égalitariste. Ils figurent au contraire parmi les sociétés européennes qui jugent légitimes les écarts les plus grands entre les différentes positions sociales. En 2002, Eurostat avait ainsi mené une grande enquête sur les structures de salaires dans toute l'Europe. Une première. L'institut s'était attaché à relever les niveaux de salaires pour dix grandes catégories sociales: cadres supérieurs, professions intellectuelles, professions intermédiaires, etc. Si on compare les niveaux de salaires moyens des couches les plus favorisées au sein du salariat (cadres supérieurs et professions intellectuelles supérieures) et ceux des salariés du bas de l'échelle (vendeurs de magasin et de marché, conducteurs d'installation de l'industrie et agents non qualifiés de l'entretien, de la surveillance et de la manutention), on obtient entre ces deux blocs un écart de salaires bruts annuels qui est en moyenne de 2,25 dans l'Union à 25. Mais ce ratio n'est que de 1,83 au Danemark et 1,79 en Suède. Il est en revanche de 2,56 en France, nettement plus qu'en Allemagne ou même au Royaume-Uni, où ce rapport n'est que de 2,39. Vue sous cet angle, la France figure parmi les pays les plus inégalitaires de l'Union.

Un pays très inégalitaire



Dans les pays où les inégalités de revenus primaires (c'est-à-dire les revenus tirés directement de l'activité économique, avant redistribution) sont limitées, des prélèvements obligatoires élevés n'ont pas d'effets redistributifs très importants: il s'agit de la mise en commun de moyens par des gens qui, à la base, vivent dans des conditions assez similaires. Pour cette raison, cela ne pose pas non plus de problèmes politiques majeurs: on met de l'argent en commun sans que les uns puissent considérer qu'ils donnent beaucoup plus que les autres, tout en recevant nettement moins.

En revanche, dans des sociétés comme la France, où les écarts de revenus sont très importants à la base, ces prélèvements ont des effets redistributifs nettement plus forts. Et suscitent logiquement des tensions politiques elles aussi nettement plus vives. C'est probablement la différence principale entre les pays scandinaves et la France.

Un modèle inopérant

Il existe fondamentalement deux types de modèles sociaux, qui ont une certaine cohérence interne et permettent, de ce fait, aux pays qui les adoptent de s'en tirer dans la mondialisation. D'une part, il s'agit de sociétés très inégalitaires, comme les sociétés anglo-saxonnes, qui ne s'efforcent pas de corriger ces inégalités à travers des niveaux de prélèvements obligatoires élevés. La fonction principale de l'intervention publique est alors de maintenir en permanence l'activité économique à un niveau tel que le chômage reste faible. Et cela marche, même si les soutiers de l'économie y vivent dans des conditions difficiles. Et puis, on trouve des sociétés nettement plus égalitaires qui, elles, mettent en commun beaucoup de ressources, comme les pays scandinaves. Ce qui leur permet de disposer d'une main-d'oeuvre très qualifiée grâce à une éducation de bonne qualité, d'investir beaucoup dans la recherche, tout en bénéficiant d'une vie sociale stable, sans conflits majeurs. Et cela marche aussi, malgré un coût du travail très élevé.

Enfin, il y a la France, assise entre deux chaises. Elle est beaucoup plus anglo-saxonne qu'elle ne le croit sur le plan de l'inégalité des revenus primaires, mais elle refuse de l'admettre et s'efforce de brancher sur cette base inégalitaire un Etat et une protection sociale de taille scandinave. Sans surprise, cela ne fonctionne pas bien: elle n'obtient au bout du compte ni les avantages en termes de souplesse des sociétés anglo-saxonnes, ni les retombées en termes de cohésion sociale des sociétés scandinaves. En France, les riches se plaignent d'être spoliés mais, compte tenu de l'ampleur des inégalités de départ, l'action publique est bien incapable de les corriger. Du coup, les pauvres sont, eux aussi, légitimement mécontents.

La France a donc le choix entre deux options pour évoluer: assumer plus franchement son côté anglo-saxon, en limitant les ambitions de son Etat et de sa protection sociale ou, au contraire, chercher à se rapprocher des conditions qui permettent à l'Etat social de fonctionner correctement en Europe du Nord. Le premier terme de l'alternative correspond *grosso modo* au projet de Nicolas Sarkozy, mais le second terme paraîtrait évidemment a priori plus souhaitable. Il impliquerait cependant une véritable révolution qui ne rend pas cette hypothèse très probable.

Le caractère inégalitaire et élitiste de la société française est profondément ancré dans les mentalités et les comportements, en lien notamment avec la problématique si typiquement hexagonale des diplômés. De plus, il ne s'agit pas seulement de changer les mentalités: si la femme de ménage ou le garçon de café se mettent à gagner quasiment autant qu'un cadre ou un enseignant, cela signifie aussi que les prix de leurs prestations changent radicalement, et que le cadre ou l'enseignant ne peuvent plus se les offrir aussi souvent... Pour cette raison, ce n'est pas seulement à droite et chez les défenseurs du grand capital que les résistances seraient fortes pour aller vers davantage d'égalité au niveau des revenus primaires. En pratique, et pas seulement dans les discours de meeting et de congrès.

Guillaume Duval

Alternatives Economiques - n°265 - Janvier 2008